

Audience publique du 24 janvier 2011

Recours formé par
Monsieur ..., ...
contre deux décisions du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
en matière de statut de réfugié et de protection subsidiaire

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 26962 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 2 juin 2010 par Maître Pascale PETOUD, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (Gambie), de nationalité gambienne, demeurant actuellement à L- ... tendant à la réformation d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 3 mars 2010 lui refusant le statut de réfugié sur base de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1) d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile ; et 2) d'un régime de protection temporaire, ainsi que la protection subsidiaire telle que prévue par la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, et contre la décision confirmative de refus du 28 avril 2010 rendue sur recours gracieux ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 16 juillet 2010 ;

Vu le mémoire en réplique déposé le 11 août 2010 au greffe du tribunal administratif par Maître Pascale PETOUD, au non de Monsieur ... ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 26 août 2010 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions ministérielles entreprises ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Pascale PETOUD et Monsieur le délégué du Gouvernement Guy SCHLEDER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 10 janvier 2011.

En date du 8 février 2005, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande en reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et du Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New York, le 31 janvier 1967, approuvé par règlement grand-ducal du 6 janvier 1971, l'ensemble de ces dispositions étant ci-après dénommé « la Convention de Genève ».

Le même jour, Monsieur ... fut entendu par un agent de la police judiciaire, section police des étrangers et des jeux de la police grand-ducale, sur son identité et sur son itinéraire de voyage suivi pour venir au Grand-Duché de Luxembourg.

Les 21 février 2005 et 17 décembre 2009, Monsieur ... fut entendu par un agent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sur sa situation et les motifs à la base de sa demande en obtention de la protection internationale.

Par décision du 3 mars 2010, envoyée par lettre recommandée le 15 mars 2010, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, ci-après dénommé « le ministre », informa Monsieur ... que sa demande en obtention du statut de réfugié avait été rejetée comme non fondée et qu'en outre son récit ne contiendrait pas non plus de motifs sérieux et avérés permettant de lui accorder le statut de protection subsidiaire au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ci-après dénommée « la loi du 5 mai 2006 ». Cette décision est libellée comme suit :

« [...] J'ai l'honneur de me référer à votre demande en obtention du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 que vous avez présentée auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration en date du 8 février 2005.

En mains le rapport de Police Judiciaire du 8 février 2005 et les rapports d'audition de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration du 21 février 2005 et du 17 décembre 2009.

Il ressort du rapport de la Police Judiciaire que vous auriez quitté Banjul le 2 février 2005 par minibus à destination de Dakar au Sénégal. Pour passer la frontière vous auriez présenté votre carte d'identité, document que vous auriez ensuite perdu en cours de route. Vous racontez avoir rencontré deux hommes qui travailleraient à bord d'un bateau. Ils vous auraient aidé à monter à bord et vous auraient caché. Le 6 février 2005, le navire aurait accosté dans un port inconnu. Les deux hommes vous auraient accompagné à la gare et vous auraient payé un ticket de train. Vous ne pouvez pas donner d'indications sur l'endroit où vous étiez, ni combien de temps aurait duré le trajet jusqu'à Luxembourg. Vous ne présentez aucun document d'identité.

Il résulte de vos déclarations que vous auriez été journaliste en Gambie pour le journal « the gambia Daily » et à temps partiel pour le journal « the independant ». Vous auriez été arrêté une première fois en avril 2002 et détenu durant 3 jours en raison d'un article publié avec comme « headline » que le président conseillerait aux jeunes d'utiliser des préservatifs, ce qui aurait déplu au président. Vous auriez été interrogé une fois durant ces trois jours, puis relâché sans aucune charge. En 2002 et 2003, vous prétendez avoir manifesté à plusieurs reprises contre l'introduction d'une loi imposant aux journalistes de révéler la source de leurs informations. Début 2004, vous prétendez avoir été de nouveau arrêté pour désordre public, cependant la Cour Suprême de Banjul n'ayant retenu aucune charge contre vous, vous auriez été relâché. Vous ne vous souviendriez plus exactement des dates de votre détention, mais vous indiquez avoir été arrêté et détenu entre avril et juillet 2004.

La même année, les bureaux du journal « the Independant » auraient été attaqués et les imprimantes brûlées. En décembre 2004, votre oncle ... , également journaliste et éditeur d'un journal dénommé « the point » fut assassiné, les gambiens pensent que le gouvernement

est le commanditaire de l'assassinat. Une semaine après son décès une marche pacifique fut organisée, une deuxième se déroula 40 jours après le décès. Vous auriez participé à ces deux marches, un tee-shirt avec le portrait de ... fut porté pour l'occasion, il fait d'ailleurs partie des pièces déposées dans le cadre de votre dossier. Après la seconde manifestation, vous racontez vous être rendu dans le village où se trouverait votre père, puis vous vous seriez rendu ensuite chez un ami. Entre temps, les officiers de l'« Intelligence agency » (service de renseignements) seraient venus à votre domicile et auraient arrêté votre colocataire pensant que c'était vous. Une fois qu'ils auraient réalisé qu'il y avait erreur sur la personne, ils seraient venus chez votre père pour vous y chercher. Prévenu par votre père, vous vous seriez directement rendu à Dakar. Vous auriez quitté votre pays d'origine le 2 février 2005.

Il ressort de l'entretien du 17 décembre 2009 qu'après votre départ les officiers de la NIA (service de renseignements) seraient venus prendre des documents et des ordinateurs à votre domicile en Gambie, vous ajoutez que votre soeur aurait même été convoquée et interrogée à votre sujet. Elle aurait répondu ne plus avoir entendu parler de vous. Elle serait restée 7 heures auprès de la police. Par la suite, elle aurait été à deux autres reprises convoquée et interrogée. Un de vos amis aurait payé une caution pour la faire sortir et vous aurait affirmé qu'heureusement vous étiez parti, car votre vie serait en danger en Gambie. Enfin, vous admettez n'être membre d'aucun parti politique.

Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.

En premier lieu, des remarques importantes sont à relever au niveau de la crédibilité de vos déclarations. En effet, vous déclarez en page 12 de votre entretien du 21 février 2005 que vous auriez participé à des congrès internationaux à Zanzibar, en Tanzanie, et au Sénégal. A la question suivante de l'agent en charge de l'entretien si vous étiez à d'autres que ceux précités vous répondez par la négative. Or, il ressort de nos recherches que vous avez participé à un workshop aux Etats-Unis à l'université du Minnesota en 2003 et également en 2004, plus précisément du 13 au 15 juin 2004, alors que vous prétendez avoir été détenu d'avril à juillet 2004.

En second lieu, il est étonnant que vous ne versiez aucun document d'identité. Vous expliquez avoir perdu votre carte d'identité en chemin, quant à votre passeport vous l'auriez laissé en Gambie cependant vous n'avez pas essayé de vous le faire envoyer depuis le temps que vous êtes à Luxembourg.

S'agissant de votre départ de la Gambie, à considérer la chronologie des faits racontés, la 2^e marche organisée pour le défunt ..., elle a eu lieu 40 jours après son décès, décès ayant eu lieu le 16 décembre 2004. En conséquence vous vous seriez caché vers le 25 janvier 2005 et auriez quitté votre pays vous dites le 2 février 2005. Vous seriez donc resté caché durant plus d'une semaine en Gambie. Il est ainsi incompréhensible que vous ayez pu sortir du territoire gambien alors que vous étiez censé être recherché depuis une semaine et que vous déclarez à la page 6 avoir montré votre carte d'identité à la frontière à la police qui vous aurait laissé passer ! Ceci est totalement invraisemblable et jette de sérieux doutes sur la crédibilité de votre récit, surtout sur le fait que soyez recherché par les autorités.

A cela s'ajoute que lors de l'entretien du 17 décembre 2009, vous ne mentionnez plus du tout votre seconde arrestation, vous ne parlez que de celle qui aurait duré 72 heures, en avril 2002 (p.-3) suivant laquelle vous auriez été relâché sans charge.

Quant à votre voyage, il est très étonnant que vous ne sachiez pas dans quel endroit vous auriez pris le train pour venir à Luxembourg alors que des indications sont visibles et vous auriez en plus détenu un billet de train où est forcément inscrit le lieu de départ et de destination. En outre, vous prétendez auprès de la Police Judiciaire que le voyage entre Banjul et Dakar aurait duré 6 heures, or en entretien vous mentionnez une seule heure de trajet. De plus, les deux hommes vous auraient accompagné à la gare, toutefois lors de l'entretien vous parlez d'un seul homme. Enfin, vous affirmez ne pas avoir été contrôlé dans le train, ce qui est invraisemblable.

Par ailleurs, il est improbable que cinq années après vous soyez encore recherché. Il ressort en effet de votre dernier entretien que votre sœur a été ennuyée après votre départ, en 2006, mais plus depuis lors. D'autant plus que vous n'apportez aucun élément de preuve tendant à établir que vous soyez recherché à l'heure actuelle.

Enfin, il convient de relever que même si vous étiez ennuyé pour des articles ou informations contraires à l'opinion du président, il est à constater que vous avez toujours pu faire valoir vos droits en justice au point que vous avez été relâché lors des deux détentions. Lors de votre seconde arrestation, à la supposer réelle, vous affirmez que vous auriez été disculpé par une juridiction, de sorte que vous auriez été libéré. Il s'ensuit qu'il n'est pas avéré qu'en cas d'arrestation vous soyez détenu ou que vous soyez condamné à une peine de prison alors que la justice a, jusqu'ici, fonctionné correctement.

En outre, votre récit ne contient pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

En effet, vous n'avez subi aucun mauvais traitement et il n'existe aucun motif sérieux et avéré qui nous permet de penser que vous risquiez réellement en cas de retour de subir des traitements inhumains ou dégradants. En outre, notons que vous n'avez été condamné à aucune peine et que la Gambie ne connaît à l'heure actuelle pas de conflit armé. Par conséquent, vous ne remplissez pas les critères prévus à l'article 37 de la loi précitée.

Votre demande en obtention du statut de réfugié est dès lors refusée comme non fondée au sens de l'article 11 de la loi du 3 avril 1996 portant création 1) d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile ; 2) d'un régime de protection temporaire, de sorte que vous ne saurez bénéficier de la protection accordée par la Convention de Genève. Le bénéfice de la protection subsidiaire tel que prévu par la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection doit également vous être refusé.

La présente décision est susceptible d'un recours en réformation devant le Tribunal administratif. Ce recours doit être introduit par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai d'un mois à partir de la notification de la présente. [...] »

Le 16 avril 2010, Monsieur ... formula, par le biais de son mandataire, un recours gracieux auprès du ministre à l'encontre de la décision ministérielle prévue du 3 mars 2010.

Suivant décision du 28 avril 2010, expédiée par lettre recommandée le 30 avril 2010, le ministre confirma sa décision initiale, « à défaut d'éléments pertinents nouveaux ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 2 juin 2010, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation de la décision du ministre du 3 mars 2010 lui refusant le statut de réfugié et le statut de la protection subsidiaire et contre la décision confirmative du 28 avril 2010.

Etant donné que l'article 12 de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1. d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile, 2. d'un régime de protection temporaire, ci-après dénommée « la loi du 3 avril 1996 », prévoit un recours en réformation en matière de demandes d'asile déclarées non fondées et qu'en vertu de l'article 74 (1) de la loi du 5 mai 2006, cette dernière s'applique aux demandes de protection internationale en cours d'instruction au moment où elle entre en vigueur, tout en excluant à l'article 74 (1) l'application de son article 19, qui définit les règles de la procédure contentieuse en la matière, aux demandes en cours d'instruction, un recours contentieux contre une décision ministérielle refusant tant le statut de réfugié que le statut de protection subsidiaire prise après l'entrée en vigueur de la loi précitée, mais dont la demande était pendante avant son entrée en vigueur demeurent soumis à la procédure contentieuse définie à l'article 12 de la loi du 3 avril 1996, de sorte qu'un recours au fond est également prévu contre le volet de la décision refusant au demandeur le statut de la protection subsidiaire. Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation introduit la décision déférée tant en ce qu'elle refuse au demandeur le statut de réfugié qu'en ce qu'elle lui refuse la protection subsidiaire.

Il s'ensuit que le recours en réformation est recevable pour avoir été par ailleurs introduit dans les formes et délai prévus par loi.

A l'appui de son recours, Monsieur ... fait exposer les faits et les motifs à la base de sa demande de statut de réfugié. Il critique plus particulièrement les décisions déférées pour avoir retenu que son récit ne serait pas crédible. Il conteste avoir participé à un « workshop » aux Etats-Unis et qu'il n'aurait pas relaté avoir été détenu du mois d'avril au mois de juillet 2004, mais pendant une période se situant entre avril et juillet 2004. Quant au reproche du ministre qu'il n'aurait versé aucun document d'identité, il fait valoir qu'il aurait expliqué avoir perdu sa carte d'identité pendant son voyage et qu'il avait laissé son passeport en Gambie et que les autorités gambiennes auraient pris son passeport et son portable lors d'une perquisition, de sorte qu'il aurait été impossible pour un membre de sa famille de lui envoyer le document prémentionné.

En ce qui concerne son voyage, le demandeur explique que suite à l'assassinat de son oncle, le journaliste ... en date du 16 décembre 2004, il aurait participé à deux marches de soutien qui se seraient déroulées à Banjul, la première sept jours après le décès et la deuxième marche quarante jours après le décès. Après la seconde marche, il se serait rendu au village chez son père, à ... , puis à ... , qui se trouverait à une heure de la première ville frontière

avec le Sénégal, chez un ami. Il aurait rejoint le Sénégal à dos d'âne en esquivant le poste frontière gambien. S'il avait déclaré avoir présenté sa carte d'identité, cela aurait été au poste frontière sénégalais afin de pouvoir entrer sur le territoire.

Il estime par ailleurs que le fait qu'il n'était plus revenu sur sa deuxième arrestation lors du deuxième entretien du 17 décembre 2009, ne serait pas pertinent quant à la crédibilité de son récit étant donné que la question de l'agent aurait consisté à rappeler brièvement les raisons de son départ de Gambie, de sorte qu'il n'aurait pas compris qu'il devait réexposer tout son parcours.

Concernant le nom de la gare de départ, il fait valoir qu'il serait anglophone de sorte qu'il aurait été incapable de comprendre des indications dans une autre langue. En outre, il aurait voyagé de nuit et n'aurait pas conservé le billet de train.

Il considère qu'il ne lui appartiendrait pas de rapporter la preuve d'être toujours recherché par les autorités gambiennes, étant donné qu'il ne serait pas responsable de délai d'instruction du dossier de plus de cinq ans.

Il conclut qu'il craindrait avec raison de subir des persécutions en cas de retour dans son pays d'origine sur base des deux arrestations arbitraires liées à l'exercice de sa profession de journaliste, même si elles se seraient soldées par une libération, sur base de l'assassinat de son oncle et de l'intense opération de recherche effectuée par les autorités gambiennes à son égard.

Le délégué du gouvernement maintient l'argumentation du ministre selon laquelle il serait invraisemblable que le demandeur n'aurait pas su lire le nom de la gare de départ et qu'il n'aurait pas été contrôlé dans le train. Il poursuit que ce n'est pas la profession de journaliste que serait mise en doute, mais le fait que le demandeur soit réellement recherché. Il fait à cet égard valoir que l'allégation d'avoir été arrêté à deux reprises ne se baserait non seulement sur aucun élément probant, mais de surplus le système judiciaire gambien aurait fonctionné étant donné que le demandeur aurait pu faire valoir ses droits devant un tribunal qui l'aurait relâché sans retenir la moindre charge. Le délégué du gouvernement s'étonne encore que le demandeur ait pu perdre sa carte d'identité. Il conteste par ailleurs la crédibilité du récit quant à la deuxième arrestation au motif que le demandeur n'aurait plus parlé de cet incident lors du deuxième entretien et qu'il n'aurait pas précisé la date de la deuxième arrestation lors du premier entretien. Il n'aurait pas non plus parlé de la deuxième arrestation au début du premier entretien lorsque l'agent lui aurait posé la question s'il avait été emprisonné avec ou sans jugement. Finalement, le délégué du gouvernement fait valoir que même à admettre que le demandeur aurait été arrêté entre avril et juillet 2004, le fait qu'il n'aurait pas mentionné qu'il s'était rendu aux Etats-Unis du 13 au 15 juin 2004 jetterait un doute sur sa crédibilité, le délégué du gouvernement de verser encore les documents ayant conduit à la connaissance de cet élément.

Dans son mémoire en réplique le demandeur fait plaider que ce serait avec stupeur qu'il aurait dû constater que certaines pièces versées par le délégué du gouvernement dans le cadre de la procédure administrative contentieuse n'auraient pas été communiquées par le ministère en date du 20 mai 2010, suite à une demande afférente de sa part. Le demandeur énumère les pièces qui ne lui auraient pas été communiquées en date du 20 mai 2010. Or, la non communication de l'intégralité du dossier administratif serait contraire aux principes

fondamentaux de la procédure administrative non contentieuse, de sorte que les décisions déferées encouraient l'annulation.

Le délégué du gouvernement duplique que parmi les pièces énumérées par le demandeur figureraient deux articles de journaux édités le 7 juillet 2010. Il s'agirait d'un article de la BBC et d'un article de l'organisation mondiale contre la torture relatant tous deux le fait que six journalistes, qui auraient critiqué le président gambien, auraient été relâchés. Il fait valoir qu'il aurait été impossible de verser ces documents étant donné qu'ils n'auraient été tirés de l'internet que lors de la phase contentieuse. Quant aux extraits de journaux gambiens, il fait valoir qu'ils auraient été versés par le demandeur lui-même au début de la procédure en 2005, de sorte que ces pièces auraient certainement été versées lors de la communication du dossier administratif en date du 20 mai 2010. Le délégué du gouvernement conclut que seule trois pages tirées de l'internet ayant trait à la participation du requérant à un workshop à l'université du Minnesota aux Etats-Unis n'auraient pas été versées, non pas par refus, mais par omission, de sorte qu'il ne s'agirait en l'espèce pas d'un refus de communication du dossier et que le principe du contradictoire n'aurait pas été violé.

Force est de constater qu'aux termes de l'article 11 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, ci-après dénommé « PANC », : *« Tout administré a droit à la communication intégrale du dossier relatif à sa situation administrative, chaque fois que celle-ci est atteinte, ou susceptible de l'être, par une décision administrative prise ou en voie de l'être. [...] »* Cependant, la communication du dossier administratif n'est pas une condition de légalité d'une décision administrative qui a été prise préalablement à une demande de communication du dossier administratif, étant relevé que la communication du dossier suite à une telle demande n'a aucune incidence sur la décision d'ores et déjà prise. Le respect de cette obligation de transparence n'est en effet pas une fin en soi, mais l'administré ne saurait utilement en invoquer une violation qui si un défaut de communication du dossier a pour effet de porter atteinte aux droits de la défense, atteinte qui, si elle est en l'espèce alléguée, ne saurait être vérifiée, étant donné que le demandeur aurait utilement pu prendre position par rapport aux pièces communiquées lors de la phase contentieuse dans son mémoire en réplique, sinon faire usage de son droit de demander une prorogation du délai pour déposer le prédit mémoire en réplique en vertu de l'article 5 (7) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administrative, ci-après dénommée « la loi du 21 juin 1999 », s'il aurait estimé nécessaire d'avoir plus de temps pour analyser ces pièces, sinon demander le cas échéant la production d'un mémoire supplémentaire en vertu de l'article 7 (2) de la loi précitée. Il s'ensuit que le moyen afférent laisse d'être fondé.

Quant au fond, aux termes de l'article 1er, section A, 2. de la Convention de Genève le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui *« craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion et de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner »*.

La reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine mais aussi et surtout par la situation particulière du

demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation subjective spécifique a été telle qu'elle laissait supposer un danger sérieux pour sa personne.

Il échet de relever que le tribunal, statuant en tant que juge du fond en matière de demande d'asile, doit procéder à l'évaluation de la situation personnelle du demandeur d'asile, tout en prenant en considération la situation telle qu'elle se présente à l'heure actuelle dans le pays de provenance du demandeur d'asile. Cet examen ne se limite pas à la pertinence des faits allégués, mais il s'agit également d'apprécier la valeur des éléments de preuve et la crédibilité des déclarations du demandeur s'asile.

En l'espèce, l'examen des déclarations faites par le demandeur lors des auditions des 21 février 2005 et 17 décembre 2009, telles que celles-ci ont été relatées dans le compte rendu figurant au dossier, ensemble les arguments apportés dans le cadre de la procédure contentieuse et les pièces versées, amène le tribunal à conclure que le demandeur n'établit pas à suffisance de droit des raisons personnelles de nature à justifier dans son chef une crainte actuelle justifiée de persécution du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses convictions politiques ainsi que le prévoit l'article, alinéa 1^{er}, section A, 2 de la Convention de Genève.

De prime abord, en ce qui concerne la crédibilité du récit du demandeur, le tribunal estime que dans la mesure où il est constant en cause que le demandeur a exercé la profession de journaliste au Gambie et que suivant les pièces versées par la partie étatique il est établi que des journalistes critiquant le régime en place font l'objet d'incarcérations, ni le fait que le demandeur ait omis de parler de son deuxième arrestation lors de l'entretien du 17 décembre 2009, ni le fait que lors du premier entretien il n'en a parlé que de manière vague, ni le fait qu'il n'était pas en mesure d'indiquer la gare de départ et qu'il prétend ne pas avoir été contrôlé dans le train ne sont de nature à mettre en doute la crédibilité du récit du demandeur dans son ensemble. Il est de même en ce qui concerne les papiers du demandeur. En effet, il semble parfaitement plausible que le demandeur ait essayé de quitter son pays d'origine sans se présenter au poste de contrôle gambien et d'avoir montré sa carte d'identité qu'aux autorités sénégalaises. En ce qui concerne son prétendu séjour aux Etats-Unis, force est au tribunal de constater que face aux contestations formelles de la part du demandeur, la partie étatique a versé les documents afférents dont la valeur probante n'est pas contestée par le demandeur. En effet, ce dernier se limite à maintenir ses contestations émises antérieurement et sollicite l'annulation des décisions déferées pour violation des principes fondamentaux de la procédure administrative non contentieuse et plus particulièrement en raison du défaut de communication du dossier administratif intégral. S'il est certes regrettable que le demandeur n'ait pas pris plus amplement position par rapport à la contradiction retenue par le ministre au sujet de son séjour aux Etats-Unis à une période où il allègue avoir été arrêté, force est cependant au tribunal de constater que le demandeur indique lors de l'entretien du 21 février 2005 que sa deuxième arrestation aurait eu lieu entre avril et juillet 2004 et qu'il aurait été relâché par les juridictions en appel sans que des charges n'aient été retenues contre lui. Comme il n'indique pas la durée exacte de son arrestation, son séjour aux Etats-Unis entre 13 juin et le 15 juin 2004, n'est pas forcément en contradiction avec le reste de son récit. S'il est vrai que ce séjour ait pu légitimement susciter des doutes quant à la crédibilité du récit du demandeur, les pièces versées en cause ne sont néanmoins pas de nature à prouver avec la certitude requise que le récit du demandeur n'est pas crédible, de sorte que le tribunal est amené à retenir qu'au vu des éléments probants versés en cause et des explications fournies par le demandeur, le doute quant à la crédibilité de son récit doit lui profiter. Il s'ensuit que les

pièces et éclaircissements soumis de part et d'autre au tribunal ne sont pas de nature à mettre en cause la crédibilité du récit de demandeur dans son ensemble.

Quant à la qualification des faits sous analyse au regard du statut de réfugié, force est au tribunal de constater qu'il lui appartient de déterminer si en cas de retour dans son pays d'origine le demandeur risque d'être soumis à des actes motivés par un cas d'ouverture défini par la Convention de Genève, à savoir sa race, sa religion et sa nationalité, son appartenance à un certain groupe social ou ses opinions politiques, si ces actes sont suffisamment graves de par leur nature ou de par leur accumulation, et, finalement, si l'Etat, des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci, y compris les organisations internationales, ne peuvent pas ou ne veulent pas accorder une protection adéquate contre ces actes. Le fait d'avoir été victime de persécutions avant le départ du pays d'origine est de nature à instaurer une présomption simple que de telles persécutions se répéteront en cas de retour dans son pays d'origine en vertu de l'article 26 (4) de la loi du 5 mai 2006, sauf s'il existe de bonnes raisons de penser que ces persécutions ne se reproduiront pas.

En l'espèce, même s'il ressort des pièces versées en cause et des explications échangées que les actes auxquels le demandeur fut soumis dans son pays d'origine ont été motivés par ses convictions et actions politiques, il n'en demeure pas moins que le fait d'avoir été arrêté pendant quelques jours seulement après une manifestation populaire ne revêt pas le caractère de gravité suffisante pour être qualifié de persécution au sens de la loi du 5 mai 2006. D'autre part, force est de constater que si le demandeur démontre avoir été victime de deux arrestations initiées par les services secrets gambien, il n'en demeure pas moins qu'il fut relâché sur caution la première fois et par les tribunaux la seconde fois, de sorte que, selon les affirmations mêmes du demandeur, le système judiciaire a su lui apporter une protection adéquate contre les actes précités. Il suit des développements qui précèdent qu'il y a lieu de conclure que les actes auxquels le demandeur a été personnellement soumis ne sont pas à qualifier de persécutions au sens de la loi du 5 mai 2006. Cette conclusion n'est ni énervée par l'incendie des locaux du journal au sein duquel le demandeur travaillait, dans la mesure où, si de tels agissements sont à considérer comme des agressions contre des journalistes ayant eu le courage de s'élever contre le pouvoir en place, il n'en demeure pas moins que ces faits n'ont pas été dirigés directement et personnellement contre le demandeur, ni par l'assassinat de l'oncle du demandeur dans la mesure où, d'un côté, il se contente à relater les faits sans établir un lien suffisamment étroit entre lui et son oncle et, d'un autre côté, il n'appert pas que les articles versés en cause soient de nature à l'exposer outre mesure.

Il s'ensuit que les faits dont le demandeur fait état ne permettent pas de retenir dans son chef un risque de persécution au sens de la Convention de Genève ou de la loi du 5 mai 2006. C'est partant à juste titre que le ministre, au terme de l'analyse de la situation personnelle du demandeur, a déclaré sa demande d'asile sous analyse comme étant non fondée.

En ce qui concerne le refus du ministre d'accorder au demandeur le bénéfice de la protection subsidiaire telle que prévue par la loi du 5 mai 2006, force est de constater qu'aux termes de l'article 2, e) de ladite loi, est une « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* », « *tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37, l'article 39, paragraphes (1) et (2), n'étant* »

pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays ».

L'article 37 de la même loi énumère en tant qu'atteintes graves, sous ses points a), b) et c), « *la peine de mort ou l'exécution; ou la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine; ou des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

En l'espèce, force est au tribunal de constater que tel qu'il l'a retenu ci-avant, il n'est pas établi que les autorités gambiennes seraient incapables ou n'auraient pas la volonté de protéger le demandeur contre la répétition des actes relatés en cas de retour dans son pays d'origine

Partant, le recours en réformation est à rejeter comme étant non fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours en réformation contre la décision ministérielle du 3 mars 2010 portant refus du statut de réfugié et du statut de la protection subsidiaire ;

au fond, déclare le recours non justifié et en déboute ;

condamne le demandeur aux frais ;

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 24 janvier 2011 par :

Marc Sünner, premier juge,
Claude Fellens, premier juge
Thessy Kuborn, juge

en présence du greffier Arny Schmit.

s. Arny Schmit

s. Marc Sünner